

Le maire de la commune de Monterblanc,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2122-18, qui confère au maire le pouvoir de déléguer une partie de ses fonctions aux adjoints et à des membres du conseil municipal,

Considérant la nécessité pour la bonne marche des affaires communales de procéder à une délégation des affaires liées à la communication et au numérique,

### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est donné délégation à madame Sophie CHEFDOR, conseillère municipale pour :

- la communication,
- le développement du numérique, à l'exception de la signature des devis et marchés publics.

**Article 2** : Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au registre des arrêtés de la commune et dont une ampliation sera adressée :

- en préfecture,
- en trésorerie,
- à l'intéressée.

Fait à Monterblanc,  
Le 25 mars 2026  
Le Maire,  
Alban MOQUET



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa publication.